



Pour le service public et le statut

Améliorer le service rendu aux usagers, aux contribuables et faciliter leurs démarches auprès de leurs administrations, objectifs affichés par l'Etat, nécessite un réseau territorial dense et l'octroi de moyens suffisants, notamment en terme de personnels. Solidaires Finances combat donc les réformes (RGPP, loi sur la mobilité) dont les objectifs principaux sont la suppression massive d'emplois, le délitement et l'abandon des missions ainsi que la casse du statut de la Fonction Publique. Solidaires Finances s'oppose à cette marche forcée vers le «moins d'Etat», d'autant que la crise économique a démontré une demande forte du rôle de l'Etat et la nécessité de l'intervention publique.

Pour le pouvoir d'achat

La décision du gel des salaires des fonctionnaires pour la période 2011-2013 est inacceptable. Aujourd'hui dans les services restructurés, dévalorisés dans l'exercice de leurs missions, les agents n'acceptent plus de ne pas être reconnus. C'est pourquoi Solidaires Finances a défendu et continue de revendiquer des plans de qualifications massifs permettant aux agents des promotions de grade et de corps rapides. Il y a toujours nécessité pour Solidaires Finances et ses syndicats de poursuivre leur campagne de mobilisation et d'action pour l'augmentation des salaires.

Pour les conditions de vie au travail

L'amélioration des conditions de vie au travail est une revendication essentielle. Les suppressions d'emplois, les organisations du travail, la recherche continue de gains de productivité créent des situations véritablement inhumaines. Face à la souffrance au travail, à la violence en col blanc Solidaires Finances dénonce non seulement les effets mais surtout les causes, pour que collectivement nous puissions imposer que soit mis un terme à cette situation, pour le droit à la santé au travail.

Emplois, missions au coeur des enjeux

L'alignement vers le bas, la course à la marchandisation, la destruction des services publics, la négation de l'épanouissement personnel ne seront jamais synonymes de progrès pour l'être humain. C'est vrai dans nos services comme ailleurs.

Depuis 2007, les services publics subissent des attaques systématiques mettant en cause leur utilité sociale et leurs missions. La Révision Générale des Politiques Publiques lancée en juillet 2007, visant à restructurer les services publics, a pour objectif principal la réalisation de «gains de productivité». Sous couvert de rationalisation, il s'agit en fait de supprimer encore plus d'emplois et de mettre en place une gestion des agents liée à des critères de performances mesurés à grand renfort d'indicateurs subjectifs. Dans le même temps, la Réorganisation Administrative et Territoriale de l'Etat a profondément modifié les périmètres des administrations notamment dans la sphère CCRF et industrie.

Le discours sur «la crise de la dette publique» est ainsi une aubaine : trop cher, le service public doit disparaître au profit des intérêts privés, peu importe son utilité sociale, peu importe le coût d'une privatisation pour la collectivité.

La situation qui prévaut en Grèce et en Irlande, les menaces qui pèsent sur le Portugal et l'Espagne, l'état de crise chronique qui s'est emparée de l'Italie peuvent faire craindre le pire. Dans tous les cas de figure, la société et les services publics sociaux fondamentaux en font les frais ! Et les conditions de vie des plus démunis s'en trouvent encore aggravées.

Devant la volonté du gouvernement d'accélérer les réformes et de maintenir l'objectif du non remplacement d'un départ à la retraite sur deux, qu'advient-il de nos services à l'avenir si nous laissons faire et ce d'autant plus que certains plaident pour un non remplacement de 2 sur 3 et une privatisation complète des missions du service public ?

Avec la création de la DGFIP, de la DGCIS, la fusion des services statistiques INSEE et SESSI, le démantèlement du réseau de la CCRF, la création des DREAL, des DIRECCTE, des DDI... les agents de nos ministères ont déjà payé un lourd tribut à la frénésie des réformes. Dysfonctionnements, chocs des cultures dans les directions fusionnées, gestion des personnels complexifiée entraînent pertes de repères et souffrance au travail. On parle désormais ouvertement de risques psycho-sociaux. Et pour cause...

Ne soyons pas individuellement résignés et fatalistes, refusons collectivement la culpabilisation et défendons ensemble «qu'un autre monde est possible».

20 octobre 2011

Elections

Comité Technique Ministériel



Pour lutter et construire ensemble aux Finances

Le 20 octobre, vous ferez partie des 3 millions d'agents de la Fonction Publique d'Etat et Hospitalière qui éliront leurs représentants aux Comités Techniques (CT), aux Commissions Administratives et Consultatives Paritaires (CAP et CCP).

Pour la première fois, vous serez amenés à élire directement vos représentants au sein du Comité Technique Ministériel de Bercy qui définira également la composition du Comité Hygiène et Sécurité et des Conditions de travail (CHSCT). Leur détermination sera votre garantie. Préférer la solidarité à la charité, la justice à l'arbitraire, l'égalité de traitement au clientélisme, le mieux collectif au plus individuel, ce n'est pas faire le choix de la facilité, mais c'est bien faire le choix du progrès pour tous. Pour construire du mieux être collectif aujourd'hui, il faut s'opposer aux logiques de la régression sociale et de l'individualisme destructeur.

Solidaires Finances continuera avec détermination à s'engager dans cette voie là.

Ces élections sont un enjeu important pour Solidaires Finances. Son audience, l'adhésion à sa conception de l'action syndicale, la justesse de ses revendications seront mesurées par votre vote.

C'est un enjeu pour Solidaires Fonction Publique pour confirmer et amplifier sa présence au sein du nouveau conseil commun de la Fonction Publique.

C'est un enjeu pour l'Union syndicale Solidaires pour renforcer son syndicalisme de lutte et de transformation sociale.

C'est un enjeu pour les agents pour renforcer l'organisation qui affirme qu'un autre modèle de société est possible.

Indépendante, Solidaires Finances a toujours pratiqué un syndicalisme au plus près des préoccupations des agents sans parti pris et à l'écoute de tous.

Solidaires Finances, et ses syndicats : l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, Solidaires Douanes, Solidaires CCRF & SCL, SUD INSEE, SUD Centrale et Solidaires I.D.D. considèrent que l'unité des personnels et l'action collective sont les moyens indispensables et les plus efficaces pour défendre les droits et garanties des agents.

Force syndicale reconnue des ministères de Bercy, composante de Solidaires Fonction Publique, Solidaires Finances et ses syndicats chacun dans leur direction générale, interviennent et agissent afin que tous les agents, stagiaires, titulaires, contractuels soient traités de façon juste et égalitaire, sans discrimination d'aucune sorte.

Le 20 octobre il s'agit d'élire celles et ceux qui vont défendre le service public, le statut, vos droits, vos emplois, votre cadre de travail et qui vous représenteront. Leur rôle est une garantie dans cette période d'incertitude et de bouleversements avec la succession des restructurations, réorganisations et réformes.

Votez, votez Solidaires Finances c'est donner de la force et de la crédibilité aux représentants des personnels car ces années seront cruciales pour l'ensemble des personnels dépendant de la Fonction Publique d'Etat :

- pour la défense de nos missions de service public, du statut,
- pour la défense de l'emploi, de votre emploi,
- pour la défense de votre pouvoir d'achat,
- pour l'amélioration de vos conditions de vie au travail.
- pour une politique réellement ambitieuse de l'action sociale.



20 octobre 2011

On ne lâche rien !

VOTEZ



4 ans de RGPP... pertes d'identité à tous les étages !

Les conséquences des politiques menées ces dernières années : suppressions d'emplois (24 500 entre 2006 et 2012 PLF inclu), abandons d'implantations, restructurations, éclatement de certaines directions, fusion d'autres, créations de nouvelles directions tout cela mené dans la précipitation, remettent profondément en cause les missions des agents et leurs conditions d'exercice. Le mal être et la souffrance exprimés par les agents ont un lien avec le travail... L'intensification du travail est source de difficultés et de stress pour les agents, du fait de la pression sur les délais et sur la qualité... 4 ans après le bilan de la RGPP est lourd de conséquences tant sur la santé des personnels que sur la qualité du service rendu. Pour Solidaires Finances et ses syndicats les services publics sont un bien collectif indispensable qu'il faut développer. Dans le contexte actuel le rôle de l'Etat et de ses missions doivent être renforcés.

DGDDI : maintien de ses missions et de son utilité

- **1 829 emplois***. Administration liée à la circulation des marchandises, introduites sur le territoire européen ou produites en son sein. Sa mission de service public consiste pour l'essentiel à s'assurer que ces dernières respectent les réglementations fiscales, sociales, environnementales, qualitatives et normatives, communautaires et/ou nationales. Par conséquent la douane se positionne comme régulateur public des flux commerciaux par la neutralisation des indésirables ; pour ce faire, le contrôle physique de la marchandise lui est indispensable, autant que la maîtrise des flux financiers. Car au contraire d'une comptabilité aisément falsifiable, la marchandise ne ment pas facilement. Aussi, dans un monde dominé par les logiques de libre échange et le productivisme marchand à outrance, une telle action est insupportable aux yeux du commerce international et des intérêts capitalistes qui entendent qu'on les «laisse faire», au nom d'une compétitivité et d'une rentabilité du capital sans limites malgré les crises répétées.

La Douane, administration bicentenaire, est donc à l'instar de ses consoeurs des finances mise au pas par le biais de réformes qui affectent son identité même et compromettent son utilité sociale.

Depuis 2007, meurtrie par un taux de 58% de non remplacement de ses fonctionnaires partant en retraite, elle n'exerce plus que l'ombre de ses missions de service public, à commencer par le contrôle lui-même délégué de plus en plus au secteur privé. Quand ce n'est pas le retour de la ferme générale elle-même.

Contre le libre échange généralisé et la mondialisation capitaliste, la douane doit redevenir l'instrument public indispensable au service d'un projet de société respectueux des intérêts du plus grand nombre, en premier lieu sociaux mais également environnementaux, en un mot au service de son mieux être.

I.D.D : grande confusion interministérielle

- **2 480 emplois***. La mise en place de la RGPP et de la Réate a entraîné la disparition des DRIRE (Directions Régionales de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement) et l'éparpillement des corps « industrie » sur les DREAL (80% des agents) et les DIRECCTE (20% des agents) :

- les DREAL (Directions Régionales de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement), services déconcentrés du MEDDTL où ils exercent leurs missions dans les domaines de l'inspection des installations classées pour la protection de l'Environnement, de la réglementation des véhicules, de la réglementation sur les appareils à pression, de l'inspection du travail dans les carrières,
- les DIRECCTE (Directions Régionales des Entreprises, de la Concurrence et de la Consommation, du Travail et de l'Emploi), services déconcentrés du MEFI où ils exercent leur mission dans les domaines de la métrologie légale et du développement industriel.

Solidaires Industrie et Développement Durable voit donc son champ de syndicalisation «couvrir» quatre ministères : le M.E.D.D.T.L (Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des transports et du Logement), le M.I.N.E.F.I. (Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie), le M.B.C.P.R.E (Ministère du Budget des Comptes Publics, de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat) et le M.A.A.P.R.A.T (Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire).

Comment l'agent, comment l'utilisateur peuvent-ils retrouver dans la cohérence des missions ?

DGCCRF : missions émiettées

- **708 emplois***. La Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) s'est mise en place à la DGCCRF comme dans la plupart des administrations au cours de l'année 2010.

Si les réformes se sont succédées ces dernières années, celle-ci est de loin la plus importante notamment par les effets destructeurs qu'elle a occasionnés.

La DGCCRF a ainsi été «partitionnée» au détriment de la cohérence de l'ensemble de ses missions, interdépendantes les unes des autres.

Une partie des agents et des missions a été intégrée aux Directions Départementales Interministérielles (DDI), directions au périmètre variable en fonction des départements... La DGCCRF est donc aux côtés de la Direction des Services Vétérinaires mais aussi parfois aux côtés de la Direction de la Jeunesse et des Sports... parfois encore aux côtés des services de la Protection Civile... Ces DDI, de par les administrations qui y cohabitent, ressemblent finalement souvent fort au mariage de la carpe et du lapin.

D'un autre côté, la DGCCRF fait désormais partie des DIRECCTE (Direction Régionales des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi). C'est dans ces nouvelles Directions, elles aussi issues de la RGPP et qui accueillent également les Directions du Travail, qu'est exercée la mission concurrence.

Cette nouvelle organisation, DDI d'un côté, DIRECCTE de l'autre, présente entre autres problèmes, l'absence d'homogénéité de l'organisation administrative sur l'ensemble du territoire... 95 départements et autant d'organisations différentes...

Aujourd'hui, il est fort délicat tant pour les professionnels que pour les consommateurs de savoir à qui s'adresser en cas de problème... DDPP, DDCSPP, DIRECCTE ? Ne serait-ce que retrouver une "signalétique" rappelant la consommation, cela devient parfois un défi. A y regarder de plus près, c'est en fait l'égalité de tous les citoyens dans l'accès au service public de protection du consommateur qui est remise en cause par cette réforme !

DGFIP : politiquement emblématique

- **14 401 emplois***. Annoncée durant la campagne électorale de 2007, la fusion de la DGI et de la DGCP, carte de visite de la RGPP, a été mise en place de façon frénétique. Restructurations, fusions de services, réorganisations, désorganisations... Tout ceci pour aboutir à une architecture qui n'a pas voulu prendre en compte les différentes missions exercées par les anciennes directions n'étant obsédée que par la fusion fiscale (assiette et recouvrement) et les pseudo gains de productivité.

Hier service public de proximité, aujourd'hui service public internetisé éloigné du plus grand nombre, la DGFIP a fragilisé nombre des missions dévolues aux deux administrations notamment celles concernant le Service Public Local de proximité et la dépense publique, ou encore le foncier.

Chorus, ONP, SRE détricotent le contenu des missions, leurs conditions d'exercice et la qualité du service rendu.

Belle pagaille avec à la clef des contribuables mécontents, des créanciers non payés, des pensionnés baladés... Tout cela pour satisfaire l'objectif qui vise à réduire le nombre de fonctionnaires, la place des services publics et le rôle de l'Etat.

Les agents ballottés d'un service à un autre, stressés par un management fait d'indicateurs et de pressions, n'en continuent pas moins de puiser dans leur conscience professionnelle pour remplir leurs missions mais pour encore combien de temps ?

INSEE : la statistique publique en danger

- **1 358 emplois***. Sous l'appellation «d'Ambition 2015», et afin de répondre à la prétendue «modernisation» de la fonction publique et à la RGPP, la direction de l'institut mène de fait une politique dévastatrice dont la seule ambition est d'adapter les travaux aux contraintes liées à la compression des effectifs et du budget, quitte à mettre en péril la Statistique Publique.

En délocalisant à Metz (décision politique prise sans concertation pour compenser la fermeture des casernes) une partie des activités, en y créant un nouveau centre la direction casse la cohérence de l'ensemble de l'institut et désorganise dès à présent tous ses autres établissements. La fusion INSEE/SESSI (statistiques industrielles) précipitée, mal anticipée, réalisée sur la base d'une suppression programmée des effectifs sans à aucun moment prendre en compte les différences de culture, a abouti à un appauvrissement des tâches préjudiciables tant aux agents qu'à la qualité des missions et pesant à terme sur leur devenir.

Défendre l'indépendance de la statistique publique contre les tentatives de manipulation politique (voir la polémique récente sur la réussite scolaire des enfants d'immigrés) est une priorité. La transformation en Etablissement Public du Genes, qui regroupe les écoles et le centre de recherche de l'Insee, concourt à diluer encore plus le lien avec le service public de la statistique.

A l'heure où le bon fonctionnement des services est hypothéqué, où les conditions de travail des agents ne cessent de se dégrader, on peut lire sur insee.fr que trois Français sur quatre ont confiance dans l'institut. Dommage que les agents, inquiets sur leur avenir et sur celui des missions de l'Insee, n'aient pas autant confiance en leur direction !

Adm. Centrale : un périmètre élastique

- **1 875 emplois***. Un coup le périmètre de la centrale diminue car telle est la logique fondamentale de la RGPP et de la Réate qui l'ont directement impacté :

- SESSI (Statistiques Industrielles) dont les missions ont été absorbées par l'INSEE ;
- création des DREAL et des DIRECCTE en régions où sont affectés certains personnels administratifs de centrale ;
- ancien service des Pensions, transformé en SCN Service des Retraites de l'Etat (SRE), qui a basculé sous la tutelle de la DGFIP...

Un coup le périmètre s'élargit au gré des remaniements ministériels et des réorganisations interministérielles : périmètres du comité technique élargi à la DGAFP, la DGEFP, aux services communs des labos, à l'ONP, au SAE...

Tout ceci dans un contexte où le grand Secrétariat Général (SG) s'est construit en absorbant la DPAEP au nom de la rationalisation ! Dans un contexte où certains agents gérés par la centrale votent en CAP mais ne peuvent pas le faire en Comité Technique de centrale du fait de leurs missions fonctionnelles...

Résultat ? Confusion, perte de repères et des risques psychosociaux à l'horizon, ou ... qui sait... l'accident plus violent interviendra demain avec un «burn out» généralisé qui sera tant personnel qu'organisationnel.

Des candidat(e)s issu(e)s de divers horizons ministériels pour une meilleure prise en compte de vos revendications

- Laurent GATHIER - DGFIP (75)
- Roselyne JOURDAN - INSEE (Toulouse)
- Philippe BOCK - Douanes (DNRED)
- Dominique CAPITAINE - DGFIP (75)
- Emmanuel PAILLUSSON - CCRF (75)
- Christine LOUISOT - DREAL Franche-Comté
- Vincent DREZET - DGFIP (75)
- Marie-Thérèse DELEPLACE - SG (IGPDE)
- Elie LAMBERT - Douanes (DR Bourgogne)
- Gaëlle MARTINEZ - CCRF (75)
- Fabrice NEVEU - INSEE (75)
- Yves MAÎTRE - DGFIP (75)
- Dominique MARCHAND - INSEE (SESSI Caen)
- Pascal MARIE - DIRECCTE Lorraine
- Gaëlle PERON - Douanes (CID Osny)
- Jean-Jacques HUET - DREAL HTE Normandie
- Léna LAINE - DGFIP (75)
- Christophe BEDEAUX Douanes (DR Fr-Comté)
- Claudine PICCOLO - CAHUZAC INSEE (13)
- Patrice LAURRIN - DGFIP (57)
- Fabienne LAURENT - Douanes (75)
- Pierre LAMBERTI - Enquêteur INSEE PACA
- Françoise CORNIER - DGCIS (75)
- Georges EVANS Douanes (DR Lyon)
- Benoîte MAHIEU - DGFIP (75)
- Fabien MILIN - Douanes (DR Roissy)
- Michelle RAULT - DGFIP (35)
- Gilles SARABERE SCL (33)
- Thi-Trinh LESCURE - DGFIP (75)
- Jean-Pierre FRILEUX - DREAL Lang-Roussillon